

AKTUELL

ALAC

Recoller les morceaux

Luc Caregari

Enfant battu sous le règne de Maggy Nagel au ministère de la Culture, l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle (Alac) vient d'être relancée - pour le meilleur ou pour le pire.

Née sous l'étoile de la première année culturelle célébrée dans la capitale en 1995, l'Alac, concrètement fondée en mars 1996, n'avait plus le vent en poupe depuis longtemps. Alors qu'elle avait été un peu mise à l'écart la seconde fois que Luxembourg était consacrée ville européenne de la culture, en 2007, c'est surtout l'avènement de la ministre Maggy Nagel qui aurait pu lui couper l'herbe sous le pied.

Car l'Alac se trouvait bien dans le viseur de la ministre dans le cadre du « Zukunftsapak » - les mesures d'austérité budgétaire qui allaient aussi frapper le secteur culturel (woxx 1297). En plus, l'agence était une victime facile. Cela parce que ses missions sont tellement diverses qu'elles ne permettent que difficilement d'identifier son poids et son importance réels. D'abord, elle est responsable des sites culturels et plurio.net, qui renseignent sur l'actualité culturelle au Luxembourg et en Grande Région. L'utilité de ces deux sites est bien réelle pour les professionnels comme pour les touristes, c'est juste un peu la visibilité qui manque - tout autant que le réflexe citoyen d'y recourir.

Avancer à la hache ne servait à rien.

Ensuite, elle est responsable de la billetterie nationale. Un service qui malgré tout sera maintenu. En effet, en 2014, l'alors ministre avait déclaré que la billetterie n'était plus désirable par les temps qui courent, soulevant un tollé dans la scène culturelle. Et pour cause : si les grandes institutions disposent du budget nécessaire pour imprimer et vendre leurs propres tickets, les centres culturels, eux, ne supporteraient que très difficilement ce surplus de frais, surtout en temps de disette économique.

C'est pourquoi, comme l'a expliqué la bourgmestre Lydie Polfer à la conférence de presse ce lundi : « On a décidé de faire marche arrière sur cette idée, parce que le bon fonctionnement de la culture était impensable sans la billetterie nationale. Plus encore, une des missions de la nouvelle direction sera d'essayer de convaincre les grandes institutions (la Rockhal et la Philharmonie, ndr) de nous rejoindre. » Dans la foulée, le site plurio.net sera maintenu aussi - il aurait dû disparaître sous la coupe budgétaire de quelque 150.000 euros prévue sous la houlette de Maggy Nagel.

Si on y ajoute que l'Alac est entre autres aussi responsable de la ges-



agence
luxembourgeoise
d'action
culturelle

tion de plusieurs programmes européens et de la gestion du Cercle Cité où elle a ses bureaux, on comprend mieux les velléités de la réorganiser. Pourtant, les responsables politiques semblent avoir compris qu'avancer à la hache ne menait à rien. Le conseil d'administration a aussi été élargi de six à désormais huit personnes - un gage d'investissement dans cet organisme qui est financé à la même hauteur par la commune et par le ministère de la Culture.

C'est pourquoi les deux nouveaux responsables à la tête de l'Alac, Luc Wagner et Conny Schneider, se sont empressés de communiquer que « désormais un nouveau chapitre s'ouvre pour l'Alac. Nous voulons mettre l'agence sur une meilleure base ». De la novlangue économique et libérale certes, mais qui étonne peu vu les CV de la nouvelle double tête. Ainsi Conny Schneider est-elle passée par le Big Four KPMG dans le département « Management Consulting - Strategy and Operations », alors que Luc Wagner a à son compte une longue carrière dans le management médiatique et industriel. Une libéralisation certes, mais du moins le cauchemar des employés de l'agence qui vivaient dans une insécurité totale ces dernières années est, provisoirement, terminé.

SHORT NEWS

Fabriques d'église : la dernière bataille commence

(lc) - Alors que la date butoir du 1er octobre est à portée de main, les belligérants dans le « Kulturkampf » autour des fabriques d'église aiguisent leurs couteaux. Notamment le CSV, qui a invité à une conférence de presse mardi passé, dans laquelle le parti conservateur a mis en avant deux « nouveaux » arguments contre la « stratégie » du ministre de l'Intérieur Dan Kersch. D'abord, l'ultimatum du 1er octobre qui ne serait pas légal, car uniquement basé sur une circulaire ministérielle et non sur un texte de loi. Alors que Kersch avait expliqué en détail que cette circulaire n'était qu'un point de départ pour les travaux de recensement entre les fabriques d'église et les communes et que personne ne serait sanctionné s'il communiquait ses conclusions après cette date. Et puis les conservateurs ont trouvé quelques détails qui ne concorderaient pas entre les recommandations des experts de 2012, les accords de convention trouvés entre le gouvernement et l'Archevêché et le projet de loi du ministre. Autant de petites piques qui ne font que trahir la mauvaise foi des chrétiens-sociaux, prêts à revenir sur leurs volontés pour satisfaire un électorat hostile à tout ce que fait la coalition et dans l'espoir d'amplifier une vague de contestation qui les reporterait au pouvoir en octobre 2018.

Méco-Umfrage: Malthus war Luxemburger!

(lm) - Die Wachstumslogik hinterfragen, dafür gab es breite Zustimmung bei der zügig ausgewerteten Oekofoire-Umfrage des Mouvement écologique. So sprach sich eine deutliche Mehrheit der TeilnehmerInnen gegen die Perspektive eines 1,2-Millionen-Einwohnerstaats aus. Die Angst vor Überbevölkerung ist nichts Neues und wurde bereits Ende des 18. Jahrhunderts vom Ökonomen Thomas Malthus theorisiert - und von zahlreichen Kollegen kritisiert. Bei der Umfrage gab es des Weiteren eine knappe Mehrheit für die Aussage „Ich bin zwar für das Wachstum zukunftsweisender Branchen, aber grundsätzlich gegen diese blinde Wachstumslogik“. Schade, dass bei dieser Frage zwar Antworten, die das Wachstum bejahen, zur Auswahl standen, aber kein Bekenntnis zur „Décroissance“ (Wachstumsrücknahme). Dass sich fünf Sechstel der TeilnehmerInnen für eine Abkehr von materiellen Werten ausspricht, ist kaum verwunderlich. Interessanter scheint schon die Tatsache, dass die Skepsis hinsichtlich der Bereitschaft der BürgerInnen, solche Veränderungen tatsächlich mitzutragen, recht groß ist - größer jedenfalls als die Zweifel daran, dass „wir“ das Wachstum gut steuern und planen können (erste Frage). Überraschend „postmateriell“ fielen die Antworten zu Wachstum und Sozialsystemen aus: Nur neun Prozent sehen keine Alternative zum „Weiter wie bisher“, und über die Hälfte der TeilnehmerInnen wäre sogar bereit, auch über Leistungskürzungen nachzudenken. Details unter www.meco.lu.

Ediff : pas d'inquiétude

(da) - L'Ediff (éducation différenciée) continuera-t-elle d'exister ? C'est la question que se posaient notamment les employés de la structure pour enfants à besoins spécifiques depuis la rentrée. Lors de sa récente conférence de presse, Claude Meisch avait annoncé une réforme de la structure avant la fin de l'année. Un article paru dans la presse avait semé la panique en parlant d'une « quasi-dissolution ». À tel point que le député Déi Gréng Claude Adam avait demandé « d'urgence » que le ministre vienne expliquer ses plans à la commission parlementaire en charge du dossier. Et non, l'Ediff ne sera pas vraiment dissoute, mais changera de nom et de forme, ainsi que de vocation : plutôt que de faire programme à part pour les enfants à besoins spécifiques, le personnel de l'Ediff devra plutôt travailler à leur inclusion au sein de l'école « normale ». Trois instituts spécialisés seront créés pour la prise en charge d'enfants à besoins spécifiques, et les effectifs dans le secteur seront augmentés. Pas de quoi inquiéter le personnel donc, mais plutôt de quoi réjouir ceux qui se battent pour un modèle plus inclusif depuis longtemps.